

Questionnaire concernant la loi fédérale sur l'exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux

A. Questions relatives à l'intégration des objectifs de la motion Kuprecht (09.3343) dans la systématique fiscale; questions adressées à *tous les participants*

Questions	Réponses
1. Le Conseil fédéral propose de répondre aux exigences de la motion en introduisant une limite d'imposition en ce qui concerne les bénéfices des personnes morales poursuivant des buts idéaux. Etes-vous d'accord avec la solution proposée par le Conseil fédéral?	Le PEV est d'avis que la notion de buts idéaux est trop vague. Une association dont ne bénéficient que les membres et qui n'est pas ouverte à tous ne devrait pas être exemptée d'impôts.
2. Si vous n'êtes pas d'accord, laquelle des trois autres variantes préconisez-vous ? <ul style="list-style-type: none"> - Hausse de la limite d'imposition pour les bénéfices des associations, fondations et autres personnes morales - Elargissement de la liste des exonérations de l'imposition subjective des personnes morales poursuivant des buts idéaux - Montant exonéré pour les bénéfices des personnes morales poursuivant des buts idéaux 	Parmi les variantes proposées, le PEV privilégie la limite d'imposition. Le PEV estime en effet qu'il est judicieux que les associations générant de grands bénéfices ne soient pas exemptées d'impôts. Même si cette variante peut engendrer des effets de seuil indésirables, celle-ci présente bien des avantages par rapport aux trois autres variantes.
3. Considérez-vous que la délimitation entre les buts économiques et les buts d'utilité publique, culturels ou idéaux, telle qu'elle est présentée dans le rapport explicatif (ch. 3.2.1 à 3.2.5) et dans les exemples, est praticable ?	Non, la délimitation est trop vague. Une fondation familiale ou une association des amateurs de whiskey écossais ne doit pas profiter d'une exemption fiscale particulièrement favorable.
4. Si non, quelles variantes praticables proposez-vous ?	La délimitation entre les buts économiques et les buts d'utilité publique ou culturels a fait ses preuves. Si l'on veut augmenter la portée de l'exonération des personnes morales, il faut absolument

	définir plus précisément la notion de buts idéaux.
5. Avez-vous d'autres remarques?	le PEV estime que la tolérance actuelle de l'exemption d'impôts des grandes institutions sportives internationales telles que la FIFA, l'UEFA ou le CIO approuvée par le Conseil fédéral n'a pas lieu d'être. Il est problématique de considérer que de telles organisations doivent être exemptées d'impôts pour utilité publique.